

Une offensive pacifiste contre la défense nationale : réponse à la brochure : "Soll die Schweiz militarisiert werden?" [fin]

Autor(en): **Vallière, P. de**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **92 (1947)**

Heft 12

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-348410>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Une offensive pacifiste contre la défense nationale

Réponse à la brochure : Soll die Schweiz militarisiert werden ?

(Fin.)

LE PEUPLE SUISSE ACCEPTE LE RENFORCEMENT DE SON ARMÉE
EN 1935. PROPAGANDE DÉFAITISTE : LE KOMINTERN
CONTRE LA LOI MILITAIRE.

A partir de 1935, tous les efforts de la diplomatie se montrèrent impuissants à arrêter la marche à la catastrophe. La guerre paraissait inévitable.

Le 15 mars 1935, *Hitler rétablissait le service obligatoire en Allemagne*, coup direct porté au traité de Versailles par la suppression d'une de ses clauses essentielles. La Reichswehr de 102 000 hommes imposée aux vaincus de 1918, devenait le cadre de l'armée nationale restaurée.

Le 24 février, le peuple suisse acceptait une nouvelle loi militaire qui comportait une prolongation sensible de la durée du service et des modifications importantes de la structure de l'armée. Cette réforme de l'instruction avait été soumise au referendum. Dès la fin de l'été 1934, la section suisse de l'Internationale communiste (*Komintern*) s'était occupée des moyens de propagande les plus efficaces pour démoraliser l'armée. Le 10 septembre, eut lieu à Moscou une séance du « Praesidium » du *Komintern*, au cours de laquelle le camarade Janson, instructeur responsable de la direction suisse du parti communiste, fit un exposé du travail de sape

à exécuter. Il s'agissait d'abord de faire sombrer, à tout prix, le projet du Département militaire fédéral voté par les Chambres. La presse du parti était chargée d'engager une campagne particulièrement violente, afin de discréditer les institutions militaires. En même temps, sur le plan politique, une campagne défaitiste intense devait se poursuivre sans répit.

Pour mener cette action, un bureau de trois personnes fut désigné : Robert Müller, conseiller national, homme de confiance de Moscou, l'agitateur Humbert-Droz, professeur des « cours marxistes » de la Maison du Peuple, de Lausanne, et, à titre d'instructeur surveillant, l'Allemand Wilhelm Pieck. L'une des tâches les plus importantes était de lancer des attaques personnelles contre le conseiller fédéral Minger, chef du D.M.F., dont il fallait coûte que coûte ruiner la popularité aux yeux du peuple suisse.

Janson fit remarquer au *Komintern* que le travail ne pouvait avoir des chances de succès qu'à condition d'entraîner les socialistes dans le mouvement. Sur ce point-là, les communistes se firent des illusions. La jeunesse communiste reçut la mission de renforcer les cellules déjà existantes dans l'armée suisse. Une somme de 100 000 fr. devait s'ajouter aux contributions des membres du parti. Dans cette même séance, le *Komintern* décida de développer l'action révolutionnaire au sein de la jeunesse suisse et dans l'armée. Un comité formé de Wilhelm Pieck, Fritz Heckert et Fritz Platten fut chargé de cette tâche. Platten, allemand naturalisé, rentré de Russie où il occupait un poste important, ancien conseiller national, avait accompli une sinistre besogne dans les sombres journées de novembre 1918, au comité d'Olten.

La section suisse du *Komintern* étudia, en outre, la technique du parti en Suisse, d'après les instructions laissées par Lénine. Le centre de la conspiration était à Bâle, avec sous-centre à Genève. Des responsables de la bonne marche du travail, chargés de la diffusion des tracts avaient été désignés.

Le sabotage de la loi militaire fit l'objet d'une nouvelle séance du *Komintern*, au début de février 1935. La constitution d'un front unique socialo-communiste était jugée indispensable à la création d'une Suisse soviétique. La réalisation de ce but avoué se heurta toujours à la résistance passive des socialistes. Le principal agent du *Komintern* était l'agitateur bien connu Karl Radek-Sobelsohn, désigné en 1918, par Lénine, comme futur dictateur de la Suisse, homme de confiance de Staline, un des délégués soviétiques à la Société des Nations, à la Conférence du désarmement, à celle des réparations à Lausanne. Une fois la Suisse aux mains des Soviets, l'emprise communiste devait s'étendre facilement à l'Allemagne, à la France et à l'Italie. Pour les frais de la campagne contre la loi de défense nationale, un subside de 200 000 fr. était prévu, à verser par la centrale communiste de Paris. A cet effet, un émissaire du nom de « Palmers » fut envoyé en Suisse et séjourna à Bâle, à Zurich à Lausanne et Genève. Il possédait un faux passeport anglais au nom de « Robert Smith ». Il fut arrêté plus tard en Tschécoslovaquie pour répondre de son activité révolutionnaire.

L'acceptation de la loi militaire fut la réponse du peuple suisse aux projets du *Komintern* qui, forcé de changer de tactique, poursuivit son offensive par d'autres moyens. Il employa les ressources occultes et le service d'information que la puissante organisation de propagande de l'U.R.S.S. mettait à sa disposition.

L'appel au peuple suisse lancé par le conseiller fédéral Pilet-Golaz, la veille du vote populaire, avait été entendu : « Le sort du pays est en jeu, de ce pays que l'armée a construit pierre à pierre, roc à roc, au travers des siècles et sur lequel elle n'a cessé d'étendre sa garde vigilante. Aux heures noires, elle est restée vaillante : c'est elle qui nous a protégés. Pour accomplir sa mission, pour barrer la route à l'envahisseur, pour tenir à distance la guerre hideuse, elle doit être prête. Aujourd'hui plus que jamais ! L'orage qui menace et qui

gronde peut éclater soudain. Nous laisserions-nous surprendre ? Ce serait un suicide, ce serait une honte. »

Les révélations d'une partie de la presse attirèrent l'attention sur le danger de la présence permanente d'agents soviétiques attachés à la Société des Nations. Le fameux discours de M. Motta contre leur admission avait été dicté par la conscience scrupuleuse d'un chrétien et d'un véritable pacifiste qui voyait se creuser un fossé infranchissable entre les principes du bolchévisme, la tradition suisse et l'idéal qu'il croyait être celui de la S. d. N.

L'EUROPE ET LA MENACE DE GUERRE.

Le malaise provoqué, d'autre part, par la politique de plus en plus brutale du chancelier Hitler, engagea Mussolini à prendre des mesures d'intimidation, en mobilisant 600 000 hommes, en mars 1935. A la *Conférence de Stresa*, la France, l'Angleterre et l'Italie désapprouvèrent l'attitude de l'Allemagne. L'agitation s'étendit à la Grèce ; une tentative de Venizelos de s'emparer du pouvoir échoua. Puis, un événement gros de conséquences se produisit : les premiers jours d'octobre, *200 000 Italiens envahirent l'Ethiopie*. La situation internationale en fut gravement troublée. L'année finissante vit le *rattachement de la Sarre au Reich*, par 90 % des votants.

En mars 1936, 98 % des électeurs allemands donnèrent leur voix à la *dictature d'Hitler*. En France, les élections rouges du mois de mai mirent au pouvoir le régime néfaste du *front populaire*. Les partis d'extrême gauche allaient affaiblir méthodiquement la préparation militaire du pays, saper la confiance, exacerber les antagonismes de classes, cultiver l'état d'esprit pré-révolutionnaire par des grèves incessantes et des actes de violence. M. Léon Blum et son équipe pourront proclamer « les vacances de la légalité ».

Au moment où se signait l'accord austro-allemand, prélude à l'annexion de l'Autriche, *la révolution éclata en Espa-*

gne. Pendant deux ans, ce pays livré aux horreurs de la guerre civile, sera ravagé par une terrible épidémie de cruautés et de destructions. La résistance héroïque de l'Alcazar de Tolède fit connaître au monde entier le nom du général Franco. A des milliers de kilomètres de l'Europe, dans l'Extrême-Orient, un nouvel incendie s'allumait ; la *guerre sino-japonaise*.

La *guerre civile d'Espagne* et la *campagne d'Abyssinie* ont alimenté les comptes rendus de la presse tout au long de 1937. Déjà les « idéologies » qui divisent aujourd'hui l'opinion mondiale en deux camps, s'affrontaient sur les champs de bataille de Castille et d'Afrique. Les républicains espagnols étaient soutenus par les armes soviétiques et les volontaires du front populaire français, Franco recevait des renforts d'Hitler et de Mussolini. Des escadrilles allemandes passaient dans notre ciel pour aller combattre les rouges d'Espagne. Le Führer utilisait ce malheureux pays comme terrain d'essai pour son matériel de guerre moderne. Le ministre français Pierre Cot expédiait des avions de renfort au *frente popular*. Une escadrille rouge ayant attaqué le cuirassé *Deutschland* dans les eaux espagnoles (20 morts et 80 blessés), des aviateurs allemands bombardèrent Almeida.

Une atmosphère de bellicisme révolutionnaire se répandait sur l'Europe. L'agonisante *Société des Nations*, à Genève, préoccupée avant tout de détruire le fascisme, décidait de prendre des sanctions contre l'Italie. L'Angleterre appuyait toutes les mesures susceptibles d'entraver la marche victorieuse de l'armée du Duce en Ethiopie. A Paris, le 2 octobre, à l'occasion d'un défilé de la Légion américaine des anciens combattants, les communistes déclenchèrent une manifestation hostile, poings levés, au chant de l'*Internationale*, qui dégénéra en violentes bagarres aux Champs-Élysées. Il fallut l'intervention massive des gardes mobiles pour calmer l'effervescence.

En Suisse, la propagande extrémiste, aussi bien nationale-socialiste que communiste, s'efforçait de soulever l'opinion

par une presse incendiaire, des assemblées, des conférences, des appels à la haine et à l'action directe. A La Chaux-de-Fonds, le 27 janvier, au sortir d'une réunion patriotique, le Dr Bourquin fut assassiné dans la rue par des communistes. Le bon sens populaire ne se laissa pas influencer par le déchaînement des passions et des idées importées de l'étranger. Chacun avait conscience de la gravité de l'heure. La cohésion intérieure devenait une nécessité absolue, en présence du danger croissant, des nuages qui s'amassaient autour de nos frontières. La petite politique de parti perdait ses droits, le jour n'était plus éloigné où les Chambres fédérales allaient donner l'exemple de l'union fraternelle, en proclamant leur adhésion unanime au principe de la défense nationale. Les préjugés d'un antimilitarisme étroit, chers à l'extrême gauche, s'effacèrent devant le sentiment que les libertés et l'indépendance même de la Confédération étaient menacées et qu'elles méritaient d'être défendues. Le sectarisme borné des intellectuels partisans de la non-résistance, perdait chaque jour du terrain. On se rendait compte que les armements forcenés auxquels se livraient simultanément les deux grandes puissances dictatoriales, III^e Reich et U.R.S.S., si semblables par leur régime intérieur, ne pouvaient signifier autre chose que leur volonté de faire la guerre. Toute la vie nationale de l'Allemagne et de la Russie était subordonnée à la guerre. Intérieurement, socialement, économiquement, financièrement, leur politique était calculée pour la guerre. *Le traité de non-agression germano-russe* Ribbentrop-Molotov permettra, en 1939, aux deux dictateurs d'exécuter froidement leur attentat contre la Pologne, malgré l'accord anticommuniste italo-germano-nippon qu'Hitler trouva profitable de ne pas observer, provisoirement. En 1937 déjà, des forces russes considérables étaient massées le long de la frontière polonaise de l'Est, tandis que les armements se poursuivaient à l'intérieur de l'U.R.S.S., sur un rythme accéléré. Ce pays entièrement militarisé, menait en même temps, à l'extérieur, une campagne

défaitiste et antimilitariste habilement synchronisée. Ce double jeu, qui caractérise la politique soviétique d'une façon continue, a réussi trop longtemps à tromper les grands et petits Etats de l'Occident.

L'opinion suisse mise en garde contre les tentatives de propagande défaitiste, résista avec une remarquable vigueur aux menées subversives, aux appels insidieux au désarmement, comme aux provocations des communistes déguisés en pacifistes, quand ce camouflage pouvait servir leur cause. Le 1^{er} août, à Genève, ils parvinrent à hisser sur l'île Rousseau un grand drapeau rouge portant l'inscription : « Vive l'U.R. S.S. ! » Ils s'efforcèrent d'empêcher les gendarmes de l'enlever. Après une courte bagarre, la force resta à la loi.

PRÉPARATION MILITAIRE DE LA SUISSE (1937-1938).

Partout, l'anniversaire de l'alliance de 1291 fut célébré par des foules enthousiastes, avec ferveur et dignité. Le réveil national s'affirmait, un souffle vivifiant de fraternité se répandait sur le pays, le rappel des valeurs spirituelles, de la tradition chrétienne, réveillait un écho émouvant dans les masses. La volonté de défense s'imposait comme la garantie suprême de l'indépendance.

L'armée, en pleine transformation, tenait une large place dans les préoccupations du peuple. Entourée de sympathies agissantes, elle poursuivait sa tâche avec la conviction d'accomplir une œuvre de salut national. Grâce au vote retentissant et significatif de l'emprunt national, le gouvernement disposait des moyens nécessaires pour mener à chef cette nouvelle organisation des troupes, préparée par le travail de l'état-major, et renforcée par le renouvellement de l'armement. En attendant l'entrée en vigueur, en 1938, et pour abrégier la période de transition, le D.M.F. a été autorisé à prendre certaines mesures déjà en 1937. Ainsi l'*organisation des brigades légères*, et celle de la *couverture frontière*. Les progrès seront

réalisés dans trois domaines principaux : *l'instruction* (prolongation des écoles de recrues), *l'organisation* (plus grande souplesse dans l'ordre de bataille) et *l'armement* (augmentation de la puissance de feu, modernisation du matériel de guerre). L'organisation des brigades-frontière était terminée sur tous les fronts, on poussait activement la construction des ouvrages fortifiés à la frontière et des barrages antichars. Pour nous défendre contre toute surprise stratégique ou tactique au début d'un conflit, il fallait prévoir une couverture permanente. On décida la *création de compagnies de volontaires*, engagés pour trois ans, avec faculté de rengagement, destinées à occuper et à entretenir les ouvrages et les fortins. Leur instruction commença le 1^{er} décembre 1937, à la caserne de Bülach.

Les manœuvres de la 1^{re} Division attirèrent un grand nombre de missions étrangères. Le maréchal Pétain y assista, accompagné du sous-chef d'état-major de l'armée française, général Schweisgut. Une trentaine d'officiers étrangers dont plusieurs généraux, suivirent ensuite les manœuvres de la 3^e Division. Le défilé de la 1^{re} Division au Mont sur Lausanne, et celui de la 3^e près de Berne, attirèrent 120 000 et 150 000 spectateurs.

Le conseiller fédéral Minger, chef du D.M.F., par son attitude résolue, son infatigable activité, sa foi communicative, entretenait dans le pays cette volonté de résistance inséparable de l'esprit de liberté. L'éloquence vigoureuse de M. Minger, son dévouement absolu à sa tâche constructive, donnaient confiance et courage au peuple inquiet des menaces du III^e Reich et des faiblesses de la Société des Nations. « Tout agresseur quel qu'il soit, proclamait M. Minger, doit savoir que notre armée est en mesure d'offrir une sérieuse résistance, afin de rendre impossible l'invasion brusquée de la Suisse. Si nos voisins en sont persuadés, on nous laissera en paix. On n'asservit sans lutte que les nations qui dorment. »

Les Suisses étaient réveillés et conscients de la menace suspendue sur l'Europe. Ils avaient cessé de croire aux promes-

ses d'une sécurité collective qu'aucune force internationale n'était capable de faire respecter. Les flots d'éloquence de la Conférence du désarmement avaient perdu leur prestige. Seules comptaient les valeurs positives : fermeté, sens de la communauté nationale, courage devant les épreuves, préparation morale et militaire, fidélité aux principes qui ont assuré l'existence de la Confédération. « Nous voulons vivre en frères, avait dit M. Motta, pour mieux défendre nos particularités, car ce ne sont ni l'origine ethnique, ni la langue qui ont uni les Suisses. Nous repoussons le principe de la nation basée sur l'unité de race, nous sommes opposés à toutes les formes de haine, d'exclusivisme et d'incompréhension. »

Les Chambres fédérales avaient adopté, en 1933, un crédit de 816 millions pour le renforcement de l'armement qui se poursuivait à un rythme accéléré. Toutes les troupes, à l'exception des Cp. ter. fus., des Cp. subs. et Cp. boul. furent dotées du fusil-mitrailleur. La dotation en mitrailleuses lourdes fut progressivement augmentée. Chaque Bat. d'inf. reçut 4 lance-mines de 8,1 cm. Les canons d'infanterie de 4,7 cm. et anti-chars de 4,7 cm. étaient fabriqués en série, de manière à porter de 2 à 3 le nombre de pièces par bataillon. Les lance-flammes et les lance-mines lourds (12 cm.) étaient en fabrication. Le développement des armes antichars et de défense contre avions faisait l'objet d'études et d'essais de modèles nouveaux par le service technique militaire : canons de 34 mm. D.C.A., de 7,5 D.C.A., mitrailleuses doubles. Le canon de 20 mm. Oerlikon était adopté. On travaillait à la construction d'un nouveau canon de campagne. L'artillerie de montagne augmentait sa puissance de feu par l'adoption du canon motorisé de montagne 1938. La fabrication de canons et d'obusiers lourds motorisés de 10,5 cm. et de 15 cm., progressait méthodiquement. Le matériel de corps, les réserves de munitions et les vivres s'entassaient dans les arsenaux et les magasins creusés dans le roc des Alpes. Les réservoirs de benzine se remplissaient. Un réseau de positions fortifiées s'élevait le

long des frontières. La puissance défensive des forteresses du Gothard et de Saint-Maurice se renforçait d'ouvrages nouveaux. Les travaux de celle de Sargans étaient décidés.

L'année 1938 commençait mal. Une grève générale des transports à Paris, en janvier, la nouvelle de l'*annexion de l'Autriche au III^e Reich*, les dernières convulsions de la guerre civile en Espagne annonçaient l'approche d'une conflagration générale. *L'invasion de l'Autriche* submergée, dès le 12 mars, par le flot des armées allemandes, la *visite d'Hitler à Rome*, *consécration de l'Axe Berlin-Rome*, précédèrent *l'affaire des Sudètes*. Le 20 juillet, la visite des souverains anglais à Paris renouvelait l'entente cordiale. *L'accord de Munich*, en septembre, n'était qu'un moment de répit dans la course à la guerre. Chamberlain et Daladier avaient permis à Hitler de gagner du temps. On eut l'illusion passagère d'un sincère désir de paix. Mais les excès antijuifs de Berlin effacèrent bien vite cette impression. A Berne, des manifestations antiallemandes dévoilèrent un état d'esprit violemment hostile au nazisme. Partout en Europe, la tension s'aggravait.

COMMUNISTES ET FRONTISTES.

L'activité subversive des communistes en Suisse exigea des mesures préventives pour la protection de l'ordre intérieur. Le 31 janvier 1938, le peuple vaudois avait voté la *suppression et l'interdiction des organisations communistes*, par l'acceptation d'un article 8 bis de la Constitution cantonale. Cet exemple fut suivi par d'autres cantons, et le Conseil fédéral, sur la base des pouvoirs extraordinaires, prendra en août et en novembre 1940, des arrêtés pour la protection de l'Etat et des institutions démocratiques et celle de la sûreté intérieure et extérieure du pays. Le parti communiste fut interdit, ainsi que les journaux de tendance extrémiste de gauche. Ces mesures furent approuvées par la grande majorité du peuple suisse, comme on approuva les sanctions prises contre les admirateurs aveugles et

serviles du national-socialisme. L'obéissance absolue à un ordre nouveau, l'acceptation sans conditions d'une idéologie étrangère, en abdiquant toute indépendance de jugement, est une forme de la trahison. Les « nationalistes étrangers », intoxiqués par la propagande stalinienne ou hitlérienne, disciples, les uns comme les autres, d'un totalitarisme dictatorial proche parent du marxisme, sont des agents de dissolution, au service d'un Etat étranger et d'un principe contraire à l'idéal suisse, irrémédiablement incompatible avec notre notion de liberté et de droits individuels. Notre histoire entière tend à réaliser une œuvre commune, non pas *contre* une race ou une autre nation, mais *pour le bien de tous*, dans la collaboration et la diversité des cantons latins et alémaniques, des confessions et des langues différentes.

Afin de conserver notre liberté de jugement, nous devons montrer de l'intelligence et de la clairvoyance, un solide attachement à nos traditions, en comprendre la grandeur et le sens profond. Car, nous risquons, faute de connaître le développement historique de nos institutions, de devenir les victimes des régimes qui s'affrontent dans la folie de l'Europe, pour la domination du monde.

Nous demandons aux lecteurs de la *Revue militaire suisse* la permission de citer ce que nous disions dans le N° de mai 1947, à propos du *Journal politique du comte Ciano*. On voudra bien nous pardonner ce rappel : Les termes de « gauche » et de « droite » que le jargon électoral emploie pour désigner les tendances politiques, ont un sens fort différent, suivant les régimes et les pays. Les partis se collent des étiquettes, mais tel qui passe pour un homme de gauche chez les gens de droite, sera considéré par les purs de l'extrême-gauche comme un réactionnaire. Cette relativité des couleurs politiques a, dans une large mesure, permis aux démagogues de masquer leur jeu, en faisant croire à l'opinion, par une presse bien dirigée, que les termes de gauche ou de droite, de démocrate ou de fasciste, de rouge ou de blanc, avaient un sens précis, alors

qu'ils sont impossibles à définir. C'est ainsi que le fascisme et le nazisme ont passé, et passent encore, pour des régimes de droite, et que le bolchévisme communiste s'est découvert une parenté avec la démocratie, alors qu'il en est la négation. A la lecture du *Journal politique* de Ciano, on découvre un Mussolini d'extrême-gauche, très différent du réactionnaire d'extrême-droite qu'on s'est appliqué si longtemps à nous dépeindre.

Hitler était aussi un représentant typique de cet esprit totalitaire qui, tout en se proclamant anticommuniste, empruntait au marxisme une grande partie de son programme et de ses méthodes. Le vrai visage du Führer apparaît sans masque, sous l'empire de la peur, lorsque après l'attentat de 1944 qui faillit lui coûter la vie, il donna libre cours à ses instincts, en exerçant une féroce vengeance sur le maréchal von Witzleben et sur la caste militaire qu'il détestait, en faisant pendre avec des crocs de boucher, des milliers d'officiers. Il n'épargna pas même les enfants en bas âge, et fit exécuter des familles entières, pour que disparaisse leur nom et leur souvenir. Sa haine de toute supériorité morale ou intellectuelle, de toute aristocratie de naissance ou de l'esprit, le poussait à prendre des décisions d'une atroce barbarie. Les persécutions qu'il ordonna contre le clergé catholique et protestant, et contre les Juifs, sont à rapprocher de l'anticléricalisme foncier du Duce.

L'un et l'autre de ces deux dictateurs, comme celui de Moscou, ont eu recours au procédé de « l'épuration » pour se débarrasser de leurs rivaux éventuels. De tous les pionniers de la révolution russe d'octobre 1917, il ne restait en 1937, que Staline, Molotov, Kalinine, Litvinoff et les maréchaux Vorochilov et Boudieny. Les autres avaient été exécutés ou assassinés pour « trahison » ou « conspiration ». Trotzky (Bronstein) s'est enfui au Mexique, mais la vengeance du dictateur rouge l'a atteint de l'autre côté de l'Océan.

La distinction subtile qu'on a officiellement établie, en

Suisse, entre extrémistes de gauche et de droite n'est qu'une formule de politique intérieure, un artifice utile qui permettait de tenir la balance égale entre les accusés d'extrême-droite et ceux d'extrême-gauche. Ainsi les passions partisans avaient moins de motifs de crier à l'injustice. Il est avéré que la plupart des frontistes croyaient, de bonne foi, lutter contre le communisme en proclamant leurs sympathies hitlériennes, sans se rendre compte que toutes les formes du totalitarisme conduisent au même but et aboutissent à la prolétarisation générale.

LA VEILLÉE DES ARMES.

Le peuple suisse, cependant, gardait son équilibre moral. Il en donna une preuve réconfortante en 1938. Le Conseil fédéral lui demanda un *don volontaire de 100 millions de francs* pour la défense nationale. En quelques semaines, on recueillit *332 millions*, ce qui produisit une excellente impression chez nos voisins.

L'intérêt suscité par la préparation militaire de la Suisse ne cessait de grandir à l'étranger. Des missions militaires venaient étudier nos méthodes rapides d'instruction, la formation des cadres, l'entraînement des troupes, visiter l'école de tir de Wallenstadt, les écoles d'officiers. Le dressage des chevaux de cavalerie au dépôt de remontes de Berne, des chevaux d'officiers et d'artillerie à la Régie de Thoune, la réputation de ces établissements modèles qui, depuis longtemps, avait franchi nos frontières, attirait l'attention des cavaliers de tous les pays.

Les exercices de tirs réels combinés, infanterie-artillerie, en terrain varié et inconnu, que l'armée suisse était seule à pratiquer, constituaient une source d'expériences et de renseignements pratiques que les armées étrangères cherchaient à connaître et dont elles appréciaient la valeur éducative. A Semsales, par exemple, en présence d'une douzaine d'officiers étrangers, au Simplon, devant 19 officiers de onze armées

d'Europe, d'Amérique et d'Asie, ailleurs encore, le spectacle des vagues de fantassins, en groupes dilués, progressant et tirillant sous la voûte d'acier du feu de plusieurs batteries, avec l'accompagnement des canons d'infanterie et les rafales des mitrailleuses, produisait une vive impression sur les spectateurs. Si l'on songe qu'un ordre mal transmis, la dérangement d'un téléphone, une erreur de tempage, un instant de distraction d'un canonnier, pouvaient provoquer une catastrophe dans les unités d'infanterie lancées dans le terrain à plusieurs kilomètres devant les batteries et s'avancant à 200 m., à 150 m. derrière le barrage roulant jusqu'à l'attaque à la grenade, on pourra juger de la discipline de feu d'une troupe, de l'organisation impeccable que nécessite l'exécution d'un exercice de ce genre, et des risques qu'il comporte.

Les chefs responsables étaient conscients de l'importance de l'état moral de l'armée, mais l'esprit de l'arrière, de la nation entière, les préoccupait à juste titre. La situation internationale de plus en plus troublée engagea le colonel Cdt. de corps Guisan à prendre l'initiative, avec le Lt.-colonel Masson, chef de la section des renseignements de l'Etat-major général, de faire tourner un film documentaire destiné à montrer au peuple le rôle historique et social de la défense nationale, de fortifier la confiance, de rendre le contact plus étroit entre la nation et ses soldats, de montrer le travail intense et désintéressé qui se poursuit sous l'uniforme, l'entraînement des troupes, les nouvelles armes.

Ce *film de propagande* « *Notre Armée* » eut la haute approbation du conseiller fédéral Minger, chef du D.M.F. L'auteur de ces lignes fut chargé de la régie et du plan général des prises de vues. Les premières représentations à Berne, Lausanne, Genève, Zurich, Fribourg, Bâle, Neuchâtel, donnèrent lieu à de belles manifestations, en présence des autorités civiles et militaires. Il y eut de 1937 à 1939, plus de 700 représentations en Suisse et plusieurs centaines en France, en Angleterre, en Allemagne, en Italie, et jusqu'en Egypte et en Amérique.

Il est incontestable que l'impression produite par ce film eut une heureuse influence sur les foules en rendant à notre armée, à ses chefs, au dévouement du soldat, l'hommage mérité que le peuple doit à une institution issue de sa terre et de son histoire, incarnation de sa volonté de rester seul maître de ses destinées.

Le 15 mars 1939, la nouvelle du *coup de force d'Hitler sur Prague et la Tchécoslovaquie*, consterna les peuples qui croyaient encore à la paix. Chacun se demandait : à qui le tour ? Le 6 avril, on apprit l'*occupation de l'Albanie par les Italiens*. Les lauriers du Führer empêchaient le Duce de dormir. Entre temps, la guerre d'Espagne s'était terminée par la victoire de Franco, la fuite du gouvernement républicain-communiste, et la débâcle des légions rouges en Catalogne. Par les cols des Pyrénées, 350 000 fuyards espagnols avaient passé en France. Leur entretien coûtait 7 millions par jour. La plupart de ces réfugiés sont encore les hôtes de nos voisins de l'ouest.

Le 21 août, un vent de panique souffla sur l'Europe : le *pacte de non-agression germano-soviétique* (Ribbentrop-Molotov) venait d'être signé à la barbe des missions diplomatiques anglo-françaises qui attendaient à Moscou le bon plaisir de M. Staline. Les dernières illusions de ceux qui espéraient contre toute espérance, tombaient brutalement. Jusqu'à la veille de ce pacte, le communisme avait partout mené une campagne ardente contre le nazisme. Dès le lendemain, il proclamait son indéfectible soumission à Staline, allié d'Hitler contre la France. Ce renversement des alliances avait provoqué, d'un coup, le changement de front des communistes qui obéissaient aveuglément aux ordres dictés par Moscou, dans le monde entier. M. Nicole se mit instantanément au pas et ses partisans, en Suisse, cessèrent de maudire Hitler. Deux ans plus tard, en juin 1941, au moment de l'attaque brusquée des Allemands contre l'U.R.S.S., on assistera à une nouvelle volte-face : les communistes redeviendront les adversaires

farouches du nazisme, du jour où la croix gammée déclarera la guerre au drapeau rouge. La cause des communistes dépend donc, dans tous les pays, de l'intérêt politique momentané de la République des Soviets.

LA MOBILISATION GÉNÉRALE.

Une immense angoisse étreignit les cœurs, lorsque, le 1^{er} septembre, l'agression allemande contre la Pologne déclencha la deuxième guerre mondiale. La déclaration de guerre de l'Angleterre au III^e Reich, suivie, à deux jours d'intervalle, de celle de la France, fit renaître l'espérance chez les neutres et dans les petits Etats. On ignorait, heureusement, que le Royaume-Uni n'avait que son armée régulière de 250 000 soldats de métier, et ses 100 000 marins à opposer aux 7 millions d'hommes de la *Wehrmacht*.

L'armée française n'était plus l'armée victorieuse de 1918, elle n'en avait ni l'esprit, ni la solidité, ni la volonté de résistance. Professionnellement et moralement inférieurs à leurs aînés de la Marne et de Verdun, les mobilisés de 1939 étaient trop persuadés que « l'imprenable » ligne Maginot leur éviterait la bataille. L'idée de la « drôle de guerre » devait naître des compromis avec la discipline, des facilités trop généreusement accordées aux privilégiés du front populaire, du manque d'autorité et de prestige de bien des officiers de réserve qui devaient leur grade à leur couleur politique. Jusqu'à la foudroyante invasion de mai 1940, les Français ne croyaient pas à l'invasion. Il y a une grande part de vérité dans cette boutade de M. Pilet-Golaz, ancien président de la Confédération : « Les démocraties ne croient à la guerre que quand elle a éclaté. »

Le 29 août 1939, les troupes de couverture frontière, alarmées par le Conseil fédéral, occupaient leurs secteurs pour *couvrir la mobilisation générale* qui s'effectua le 2 septembre et les jours suivants, avec ordre et précision, confor-

mément aux possibilités stratégiques, d'après les instructions reçues et les mesures d'exécution prises par l'Etat-major général. Les opérations se firent dans le plus grand calme, les transports de troupes par les C.F.F. circulèrent avec une régularité parfaite, sans qu'il y eût le moindre encombrement ou embouteillement dans les gares.

Le colonel-commandant de corps Guisan (1^{er} C.A.) nommé général et commandant en chef de l'armée par l'Assemblée fédérale, le 31 août, disposait, le 4 septembre, de 450 000 hommes, 43 000 chevaux et 15 000 véhicules à moteur. Ces forces se composaient de : l'Etat-major de l'armée, 3 corps d'armée, 9 divisions, 4 brigades de montagne, 9 brigades frontière, 3 brigades légères, le corps des volontaires-couverture frontière, le corps des gardes-frontière, les troupes d'armée, l'aviation et la défense contre avions (D.C.A.), les garnisons des forteresses, la gendarmerie d'armée, les troupes territoriales, les services complémentaires, le service technique et l'intendance du matériel de guerre, le dépôt de remontes de cavalerie, la régie fédérale des chevaux, les services de l'arrière et des transports, la classe de recrues 1939 à l'instruction.

Dès le 31 août 1939, la préoccupation dominante du général Guisan fut et resta d'ordre stratégique : « Le rôle de l'armée suisse, dit-il dans son rapport à l'Assemblée fédérale, était d'offrir à chacun des partis belligérants un obstacle suffisant pour qu'ajoutant la force de l'argument militaire à celle des arguments politiques et économiques, elle décourageât tout dessein d'agression et assurât au pays une marge de sécurité aussi grande que possible. »

Le stationnement d'attente ordonné par le général au début de septembre, était un dispositif de mobilisation permettant d'exécuter une concentration front nord ou front ouest, suivant l'agression probable ou possible : Allemagne ou France.

Le commandant en chef de l'armée apprécia successive-

ment, jusqu'à la fin des hostilités, toutes les situations devant lesquelles la Suisse a été placée, et prit en conséquence les décisions stratégiques qui s'imposaient. Toutes les éventualités qui pouvaient se produire, et même celle d'une attaque générale brusquée, avaient été prévues et examinées, de façon à pouvoir y répondre par une parade d'une efficacité logique. Pendant ces cinq ans et huit mois, il n'y eut qu'un seul véritable « coup de théâtre », c'est-à-dire une situation imprévue que l'imagination du commandant en chef n'avait pu se représenter à l'avance dans toute son ampleur et sa brutalité ; ce fut l'encerclement qui résulta pour la Suisse des victoires de l'Allemagne, en juin 1940.

Dans la suite, d'autres menaces se firent sentir, elles furent chaque fois découvertes à temps par le service des renseignements. Le danger réel couru en mars 1943 résultait d'une situation qui s'était annoncée depuis longtemps, ce qui permit de prendre les mesures nécessaires pour répondre à la gravité des circonstances.

On trouvera dans le rapport du général, dans celui du chef de l'Etat-major général, dans celui de l'adjudant général et du chef de l'aviation, l'histoire de l'armée suisse pendant le service actif 1939-1945, dans ses éléments essentiels : décisions stratégiques, réduit national, instruction, entraînement et préparation à la guerre des cadres et des troupes, état moral de l'armée. Ces rapports exposent les dangers courus par la Suisse, les contre-mesures prises pour le Haut-commandement, la mission des différents services de l'E.M.A., l'organisation et l'activité du service des renseignements. On peut se faire une idée claire de l'état sanitaire de l'armée, des effectifs, de l'énorme effort industriel que représente la fabrication du matériel de guerre, le ravitaillement, en munitions et en vivres des troupes mobilisées. Les six à sept milliards dépensés pour la défense et le salut du pays pendant cette tragique période de l'histoire de l'humanité, témoignent avec éloquence que les sacrifices consentis par notre peuple

n'ont pas été inutiles. Qu'il soit permis de citer pour mémoire mon étude du rapport du général et de ses annexes, parue dans la *Revue Militaire suisse* de juillet, août, septembre, octobre, novembre et décembre 1946.

L'armée a rempli sa mission sans défaillance, fidèle aux « constantes » de sa tradition, avec un dévouement, une grandeur qui élèvent jusqu'au niveau d'une victoire l'accomplissement des obscurs devoirs de sa garde vigilante. Victoire sans combat par les armes, mais préparation constante au sacrifice accepté, volonté farouche de résistance qui animait les troupes et donnait confiance à la nation entière. On peut affirmer aussi que le général Guisan avait communiqué son esprit et sa foi à l'armée entière.

Les belligérants ont respecté notre territoire parce que l'idée qu'ils se faisaient de notre capacité de résistance les rendait prudents. Ils ont préféré ne pas courir les risques d'une agression. Ils ont ainsi rendu hommage à l'effort militaire de la Suisse. Le Danemark et la Hollande ont été assaillis, envahis et occupés parce qu'on savait à Berlin que leur résistance serait brisée sans peine. Le Danemark, depuis 20 ans, n'avait plus d'armée, et la Hollande a résisté quatre jours ; son impréparation notoire en faisait une proie tentante et facile. Ce sont là des faits positifs dont aucun sophisme pacifico-défaitiste ne saurait affaiblir la portée. La prévoyance de notre gouvernement ; les mesures prises à temps par notre état-major parfaitement renseigné sur la situation générale et la discipline nationale nous ont évité le sort humiliant et cruel des petits pays (et des grands aussi) désarmés, et livrés sans défense aux appétits de conquête d'un dictateur.

Cette préparation intelligente a permis à notre armée de remplir sa tâche essentielle qui est d'empêcher la guerre d'entrer. Pendant 5 ans et 8 mois le pays a pu vivre et travailler, prévenir le chômage, maintenir la paix sociale, faire rendre au sol tout ce qu'il pouvait produire, éviter la disette, préserver la population des épidémies. La protection de l'armée

a sauvé l'industrie suisse. Les usines intactes, l'agriculture en plein rendement ont rendu possible la prospérité économique actuelle qui a suivi immédiatement l'armistice de 1945.

* * *

L'après-guerre n'a pas encore ramené la paix qu'attend l'Europe dévastée et ruinée. De nouvelles causes d'inquiétude ont surgi. Le nazisme et le fascisme vaincus se sont effondrés, mais le monde reste divisé profondément, coupé en deux. La dictature totalitaire de Moscou et la démocratie des Etats-Unis d'Amérique se disputent la suprématie mondiale. L'Orient et l'Occident se heurtent au sein de l'O.N.U. et dans toutes les conférences internationales qui tentent de reconstruire ce que la folie des hommes a détruit.

Le pouvoir d'oubli de l'humanité est sans limites. On ne veut plus savoir qu'en septembre 1939, les armées russes ont attaqué la Pologne à l'est pendant que l'offensive brusquée d'Hitler y pénétrait à l'ouest. On a oublié la conquête des petites républiques baltes (Esthonie, Lithuanie, Lettonie), la même année, par l'U.R.S.S., les massacres, le pillage, les déportations en masse, la destruction du clergé, l'appel au secours des femmes lettones, resté sans réponse. On évite de rappeler, dans les rapports diplomatiques, la violation du territoire finlandais par les armées de Staline, la ruée de la puissance soviétique à l'assaut d'une démocratie de trois millions d'habitants. La résistance victorieuse du maréchal Mannerheim a enthousiasmé tous les peuples qui croient encore à la liberté. Pendant plus de deux ans, les offensives russes se sont brisées contre la ténacité de leurs adversaires. L'agression allemande du 22 juin 1941 contre l'U.R.S.S. a permis aux Finlandais de respirer. Mais en 1944 les Russes ont repris la Carélie et forcé la Finlande épuisée à déposer les armes et à signer une paix qui la livrait au contrôle politique et économique de ses vainqueurs.

Depuis 1945, Staline a virtuellement annexé la Roumanie, la Bulgarie, la Yougoslavie, la Pologne, la Hongrie, les États baltes, la Finlande et la Prusse orientale. Dans tous ces pays, Moscou a installé des gouvernements à sa dévotion, c'est-à-dire communistes, après de rigoureuses et sanglantes épurations.

Dans le monde entier, les agents soviétiques travaillent à la réalisation du programme de Lénine.

Pour comprendre la situation actuelle, il est bon de méditer un passage du discours prononcé par Staline à la session plénière de la III^e Internationale, à Moscou, en mai 1938, devant les délégués de 40 pays :

« La reprise de l'action révolutionnaire sur une échelle suffisamment vaste ne sera possible que si nous parvenons à exploiter les contradictions existant entre les États capitalistes, afin de les précipiter dans un conflit les uns contre les autres.

» La doctrine de Marx-Engels-Lénine nous enseigne que toute guerre européenne ou mondiale doit se terminer automatiquement par la révolution.

» Le travail essentiel de nos frères, camarades rouges à l'étranger, consiste à préparer et à provoquer un conflit armé entre les États capitalistes. Ceux qui ne le comprennent pas, ne comprennent rien au marxisme révolutionnaire. J'espère que vous saurez le rappeler aux camarades dont vous dirigez le travail dans vos pays respectifs. »

Ces paroles résument le programme et les intentions d'un régime dont la doctrine n'a jamais varié. Ces déclarations ont été faites à la veille de la guerre, et le message de Moscou a été transmis dans le monde par les camarades au service de la révolution mondiale. Les gouvernements des pays démocratiques menacés par ce travail de destruction, sont renseignés depuis longtemps sur les projets de domination du maître de toutes les Russies qui est devenu leur allié temporaire, quand il s'est agi de détruire le nazisme rival du

bolchévisme. Il existe bien d'autres preuves que ce document de 1938, du complot gigantesque qui se trame contre la civilisation d'Occident. On sait que les peuples de l'Est qui gémissent derrière le rideau de fer, n'ont pas mérité leur sort.

L'année 1947 n'a pas réalisé les vœux de l'humanité. Elle attend anxieusement que la paix vienne enfin effacer les souvenirs des années de malheur.

La Suisse a témoigné son attachement et sa reconnaissance à son armée qui lui a épargné les épreuves de l'invasion et de l'occupation. La magnifique journée des drapeaux, le 20 août 1945, a été le dernier acte du service actif. Notre armée continue silencieusement, avec un dévouement sans cesse renouvelé, à se préparer à sa grande et invariable mission de protection et de sauvegarde de notre indépendance.

Cet automne, le général de Lattre de Tassigny, inspecteur général de l'armée française a vu, pendant huit jours, nos soldats au travail et son jugement est pour nous un réconfort et un encouragement à persévérer ; nous sommes sur la bonne voie. Nous citons en terminant quelques-unes de ses appréciations :

« Ce qui m'a le plus impressionné, c'est la santé, la franchise, l'honnêteté profonde de la jeunesse suisse que j'ai vue sous les armes. Ce qui m'a frappé aussi, c'est d'une part la place que la famille tient dans votre pays et, d'autre part, le sérieux, le « fini » de vos réalisations militaires et la rapidité avec laquelle vous obtenez, dans l'instruction de vos troupes, des résultats qui m'ont étonné. J'ai été moi-même soumis au rythme étourdissant de l'activité de vos écoles et de vos cours militaires, et j'ai pu me rendre compte de son intensité... Vos armes me paraissent simples, robustes, très précises. J'ai assisté à de nombreux tirs d'armes différentes, j'ai vu tirer des milliers et des milliers de coups : je n'ai pas vu un seul raté, ni une seule arme qui se soit enrayée. Cela m'a beaucoup frappé. Et puis, on le voit, vos hommes aiment leurs armes, qui symbolisent la liberté qui est la vôtre. On

m'avait dit que vos soldats étaient un peu lourds : je ne puis le croire après avoir assisté aux exercices impressionnants de vos grenadiers, près de Locarno.

» J'ai assisté à la mobilisation de plusieurs régiments : quelques heures après leur arrivée au service, vos soldats portaient en campagne comme s'ils n'avaient jamais quitté leur uniforme. Sincèrement, je trouve cela admirable et seule l'ancienneté et la solidité de vos institutions militaires permettent de s'expliquer semblable résultat.

» Je n'oublierai pas mes entretiens directs avec vos jeunes soldats. Cette si belle jeunesse vous avez eu la chance de la préserver, mais aussi, par votre esprit civique, par l'unité que vous avez réalisée depuis des siècles entre l'armée et la nation, vous l'avez bien méritée... En pensant à votre système de mobilisation immédiate et décentralisée, qui date de plusieurs siècles, je constate que les Suisses ont été des précurseurs. »¹

Nous avons tenu à rappeler cet hommage d'un grand chef à notre armée, parce qu'il signifie que, pour les petites nations, il y a une forme de la militarisation intelligente. Cette rude et fraternelle école n'a d'autre but que le salut commun d'un peuple pacifique, qui considère la défense de ses libertés comme le plus grand des devoirs.

Major P. DE VALLIÈRE.

¹ La seconde mobilisation générale (1940) a mis sur pied 500 000 hommes.